

Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement  
durable

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

**PARC MONTCALM  
Ouvrages hydrauliques**

**Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée  
Métropole et la Ville de Montpellier**

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Le schéma d'aménagement pluvial du bassin versant du Lantissargues sur la commune de Montpellier, élaboré en 2003 et actualisé en 2008, a montré que la majorité des collecteurs drainant ce bassin versant avait une capacité hydraulique d'occurrence de 2 à 5 ans. Afin de réduire la fréquence des inondations et la vulnérabilité au risque inondation des personnes et des biens sur ce bassin versant, le schéma directeur prévoyait des aménagements pour supprimer les débordements jusqu'à une crue décennale et limiter les nuisances en cas de pluies supérieures.

Les aménagements consistaient en:

- un recalibrage général du réseau pluvial entre la route de Lavérune et le rond-point des Prés d'Arènes,
- l'aménagement de bassins de rétention sur le secteur de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI).

Plusieurs travaux de recalibrage du réseau ont été effectués au fil du temps, notamment lors de la construction de la Ligne 2 du tramway de Montpellier. Les travaux réalisés concernent le secteur de l'avenue Pedro de Luna jusqu'au franchissement de la plateforme ferroviaire, pour un montant de 18,95 M€ T.T.C.

En complément et pour ne pas aggraver les débits vers l'aval sur la commune de Lattes, jusqu'à une crue centennale, le volume des bassins écrêteurs situés en aval de l'autoroute A709 (bassins de Saporta) a été porté à près de 100 000 m<sup>3</sup> en 2008 dans le cadre du chantier de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez.

L'aménagement projeté aujourd'hui sur le parc Montcalm consiste en la mise en œuvre de 7 bassins d'écrêtement des crues du Lantissargues. Cet aménagement s'inscrit dans le cadre de la restructuration urbaine de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, friche militaire de 35 hectares située en secteur urbain dense, à proximité du centre historique. Le mode d'aménagement retenu pour sa partie constructible est celui de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Le projet d'aménagement du parc Montcalm, situé hors ZAC, est conçu par la superposition de trois enjeux :

- Le paysage, notamment par le maintien et la création d'alignements d'arbres,
- Les usages de loisirs et sportifs,
- L'hydraulique, par des bassins d'écrêtement des crues.

Les bassins de rétention sont donc dimensionnés et conçus pour intégrer ces multiples fonctions. Ils permettront d'améliorer la protection contre les inondations du Lantissargues par l'écrêtement des débits de crue, ainsi que la gestion des eaux pluviales supplémentaires générées par le projet de ZAC.

Alors que les ouvrages hydrauliques du projet de ZAC feront l'objet d'un dossier de déclaration Loi sur l'eau, il apparaît que le contexte réglementaire a évolué récemment pour l'aménagement des besoins d'écrêtement. Ainsi, le décret « digues » n°2015-526 du 12 mai 2015, a introduit la notion « d'aménagement hydraulique » qui conduit à des obligations nouvelles pour les propriétaires et gestionnaires publics des ouvrages hydrauliques, notamment les bassins d'écrêtement des crues.

Cette notion « d'aménagement hydraulique » est précisée à l'article R 562-18 du Code de l'environnement. Cet article stipule que « cet ensemble d'ouvrages est défini par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations eu égard au niveau de protection, au sens de l'article R. 214-119-1, qu'elle ou il détermine, dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens ». Cette notion place désormais la zone à protéger au cœur du dispositif. En contrepartie de ces obligations renforcées pour les collectivités, leur responsabilité sera dégagée pour tout événement naturel qui dépasserait le niveau de protection associé à l'aménagement hydraulique.

En conséquence et dans le cadre de cette nouvelle réglementation, c'est la Métropole qui sollicitera Monsieur le Préfet de l'Hérault pour obtenir l'autorisation de réaliser les bassins d'écrêtement des crues du Lantissargues qu'elle aura préalablement défini et pour lequel elle aura déterminé le niveau de protection associé.

La conception des bassins, qui seront à ciel ouvert, permet de ne pas aggraver le risque sur la zone protégée même en cas de défaillance. En effet, si les bassins ne remplissaient pas leur fonction, les conditions d'inondation seraient similaires à celles de la situation avant aménagement.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole, afin de maîtriser les risques et de maintenir le niveau de protection de l'aménagement hydraulique sont donc relativement limitées. Ces mesures sont les suivantes :

- mise en œuvre d'un programme annuel d'entretien des ouvrages,
- mise en œuvre de consignes de surveillance, dont notamment la surveillance du risque d'embâcles pouvant obturer les ouvrages de régulation,
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser si nécessaire le Plan Communal de Sauvegarde. A noter toutefois, que le Parc Montcalm et l'accès aux bassins devront être fermés au public en cas d'annonce de crue.

Les ouvrages dont la fonction première est d'être des équipements de loisirs et sportifs ouverts au public seront réalisés par la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement confiée par la Ville de Montpellier. A l'issue des travaux, ces ouvrages seront rétrocédés à la Ville de Montpellier par l'aménageur.

Cependant ces ouvrages ayant également une fonction hydraulique et Montpellier Méditerranée Métropole étant compétente en matière de lutte contre les inondations, la Métropole sera donc bénéficiaire de l'autorisation administrative et assurera la surveillance des ouvrages.

En effet, au titre de son autorisation administrative, Montpellier Méditerranée Métropole sera gestionnaire des ouvrages hydrauliques, comme précisé par les consignes de surveillance et d'exploitation, la Ville de Montpellier assurant la gestion au quotidien des équipements sportifs et paysagers communaux.

A ce titre, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation et la gestion des ouvrages hydrauliques dans le parc Montcalm entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doit être délibérée et signée pour préciser les modalités de réalisation et de gestion des ouvrages à mettre en service.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation et la gestion des ouvrages hydrauliques dans le parc Montcalm entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le maire de la Ville de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

REÇU LE

16 NOV. 2017

D.R.C.L.

## **Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation et la gestion des ouvrages hydrauliques dans le parc Montcalm**

### **Entre les soussignés :**

La commune de Montpellier, représentée par ... , dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXX

Ci-après désignée « la Commune »

D'une part

Et

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, dûment habilité par une délibération du Conseil Métropolitain en date du 27 septembre 2017

Ci-après désignée « la Métropole »

D'autre part

Et

Il a été exposé ce qui suit :

Le schéma d'aménagement pluvial du bassin versant du Lantissargues sur la commune de Montpellier, élaboré en 2003 et actualisé en 2008, a montré que la majorité des collecteurs drainant ce bassin versant avait une capacité hydraulique d'occurrence 2 à 5 ans. Afin de réduire la fréquence des inondations et la vulnérabilité au risque inondation des personnes et des biens sur ce bassin versant, le schéma directeur prévoyait des aménagements pour supprimer les débordements jusqu'à une crue décennale et limiter les nuisances en cas de pluies supérieures.

Les aménagements consistaient en :

- un recalibrage général du réseau pluvial entre la route de Lavérune et le rond-point des Prés d'Arênes,
- l'aménagement de bassins de rétention sur le secteur de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI).

Plusieurs travaux de recalibrage du réseau ont été effectués au fil du temps, notamment lors de la construction de la Ligne 2 du tramway de Montpellier. Les travaux réalisés concernent le secteur de l'avenue Pedro de Luna jusqu'au franchissement de la plateforme ferroviaire, pour un montant de 18,95 M€ T.T.C.

En complément et pour ne pas aggraver les débits vers l'aval sur la commune de Lattes, jusqu'à une crue centennale, le volume des bassins écrêteurs situés en aval de l'autoroute A709 (bassins de Saporta) a été porté à près de 100 000 m<sup>3</sup> en 2008 dans le cadre du chantier de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez.

L'aménagement projeté aujourd'hui concerne la mise en œuvre de 7 bassins d'écrêtement des crues du Lantissargues au sein du parc Montcalm, sur la commune de Montpellier. Cet aménagement s'inscrit dans le cadre de la restructuration urbaine de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, friche militaire de 35 hectares située en secteur urbain dense, à proximité du centre historique. Le mode d'aménagement retenu pour sa partie constructible est celui de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Le projet d'aménagement du parc Montcalm, situé hors ZAC, est conçu par la superposition de trois enjeux :

- Le paysage, notamment par les alignements d'arbres,
- L'usage de loisirs et sportif,
- L'hydraulique, par des bassins d'écêtement des crues.

Les bassins de rétention sont donc dimensionnés et conçus pour intégrer ces multiples fonctions. Sur ce secteur, ils permettront d'améliorer la protection contre les inondations du Lantissargues par l'écêtement des débits de crue, ainsi que la gestion des eaux pluviales supplémentaires générées par le projet de ZAC.

Les ouvrages hydrauliques du projet de ZAC feront l'objet d'un dossier de déclaration Loi sur l'eau.

Pour les bassins d'écêtement, le contexte réglementaire a évolué récemment : le décret « digues » n°2015-526 du 12 mai 2015, a introduit la notion « d'aménagement hydraulique » qui conduit à des obligations nouvelles pour les propriétaires et gestionnaires publics des ouvrages hydrauliques, notamment les bassins d'écêtement des crues.

Cette notion « d'aménagement hydraulique » est précisée à l'article R 562-18 du Code de l'environnement. Cet article stipule que « cet ensemble d'ouvrages est défini par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations eu égard au niveau de protection, au sens de l'article R. 214-119-1, qu'elle ou il détermine, dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens ». Cette notion place désormais la zone à protéger au cœur du dispositif. En contrepartie de ces obligations renforcées pour les collectivités, leur responsabilité sera dégagée pour tout événement naturel qui dépasserait le niveau de protection associé à l'aménagement hydraulique.

En conséquence et dans le cadre de cette nouvelle réglementation, la Métropole doit solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault pour obtenir l'autorisation de réaliser les bassins d'écêtement des crues du Lantissargues qu'elle aura préalablement défini et pour lequel elle aura déterminé le niveau de protection associé.

Compte tenu des emprises disponibles et des multifonctions affectées aux bassins, le volume de rétention mobilisable au niveau du Parc Montcalm sera d'environ 27 400 m<sup>3</sup>. Ce volume est conforme à celui prévu au schéma directeur initial. Les conditions d'insertion des ouvrages dans le parc nécessitent la construction de 7 bassins. Le premier bassin sera alimenté par un déversoir latéral, les autres bassins se rempliront ensuite successivement. L'évacuation se fera par le dernier bassin situé en aval et relié au Lantissargues par un ouvrage de régulation et une surverse de sécurité.

L'actualisation des pluies de projet de différentes occurrences, qui intègrent les derniers événements climatiques qu'a subi le territoire en 2014 et 2015, permet de préciser le niveau de protection des ouvrages projetés qui est estimé aujourd'hui à une occurrence de 6 ans et non plus de 10 ans comme prévu au schéma directeur initial. Ce niveau de protection ne peut pas être augmenté au regard des contraintes d'insertion des bassins dans le Parc Montcalm.

La zone protégée par l'aménagement correspond à la zone mise hors d'eau pour un débit de 16,6 m<sup>3</sup>/s du Lantissargues, soit un niveau d'eau de 31,5 m NGF mesuré à l'aval immédiat du déversoir d'alimentation des bassins où sera installée une échelle limnimétrique.

La zone protégée, qui correspond à la différence entre la zone inondable en état actuel et la zone inondable en état projeté, est précisée dans la carte annexée à la présente délibération. Elle comporte une population estimée à environ 210 personnes. L'ouvrage retenu sera donc de classe C tel que défini à l'article R214-113 du Code de l'environnement.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation est régi par les articles R.181-13 et R.181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment :

- l'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière,
- l'étude de dangers établie conformément à l'article R 214-116,

- des consignes de surveillance des ouvrages en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire des ouvrages, pour garantir le niveau de protection assuré.

La conception des bassins, qui seront à ciel ouvert, permet de ne pas aggraver le risque sur la zone protégée même en cas de défaillance. En effet, si les bassins ne remplissaient pas leur fonction, les conditions d'inondation seraient similaires à celles de la situation avant aménagement.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

Cette convention a pour objet de définir les modalités de réalisation des ouvrages détaillés à l'article 2 dans le parc Montcalm

Les ouvrages dont la fonction première est d'être des équipements sportifs et de loisirs ouverts au public seront réalisés dans le cadre de la concession d'aménagement confiée par la Ville de Montpellier à la SA3M. A ce titre Montpellier Méditerranée Métropole délègue sa maîtrise d'ouvrage à la Ville de Montpellier afin que cette dernière puisse réaliser (ou les confier à son aménageur) les équipements sportifs et de loisirs communaux conformément aux prescriptions de l'autorisation environnementale dont la Métropole sera titulaire, la fonction secondaire de ces équipements étant la prévention contre les inondations.

## **ARTICLE 2 : Programme**

### Le paysage :

La nouvelle structure du parc est obtenue par la superposition de trois éléments issus du contexte existant : le paysage avec les alignements d'arbres, les usages sportifs et l'hydraulique avec les bassins de rétention des eaux.

Le concept paysagé s'inspire de la géométrie du parc actuel, avec ses lignes d'arbres et ses cheminements en grille. Le nouveau dessin du parc reprend ces lignes existantes, les prolongent et forment des cadres qui dessinent ainsi une famille de jardins rectangulaires. Ces "chambres" sont entourées de rangées d'arbres, comme les chambres du Jardin des Tuileries.

Les alignements d'arbres définissent donc des jardins et bordent des allées. Ces allées plantées peuvent varier en dimension et en usage. Les espaces les plus larges (10 à 15 m) sont des espaces de circulation mais peuvent aussi accueillir des programmes sportifs ou récréatifs, les allées les plus étroites (3m) sont des espaces de déambulation et de découverte du parc.

### Les équipements sportifs :

La nouvelle programmation a été conçue à partir de la lecture des activités qui se déroulent actuellement dans le parc et en y rajoutant de nouveaux usages: espaces de détente, de bien-être, aires de pique-nique, jeux pour enfants, promenades, parcours de santé...

L'objectif est de faire de cet espace un lieu de convivialité qui soit appropriable par tous en fonction des envies. Il s'agit en effet de concilier des lieux ombragés et des milieux ouverts, des espaces équipés d'aires de jeux, de terrains de sports et des espaces dégagés et naturels.

### La gestion des crues :

Des bassins de stockage des crues du Lantissargues d'un volume d'environ 27.400m<sup>3</sup> seront aménagés dans le parc Montcalm.

L'aménagement du parc Montcalm est élaboré selon les fonctions auxquelles il doit répondre : le paysage (alignements d'arbres), le programme (usages sportifs) et l'hydraulique (bassins de

rétenion). Ainsi, les bassins, accessibles en dehors des périodes pluvieuses, seront aménagés dans les différents espaces du parc et bordés d'allées plantées se retrouvant alors surélevées par rapport au fond de l'ouvrage. Ces bassins d'un volume d'environ 27.400m3 étant aménagés pour partie en cascade, ils se rempliront successivement.

Ces ouvrages seront réalisés conformément aux prescriptions du dossier d'autorisation environnementale et de l'arrêté préfectoral autorisant ces travaux hydrauliques.

### **ARTICLE 3 : Mode de financement**

Les modalités de financement des ouvrages sont celles prévues dans le cadre de la concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M en date du 11 juillet 2012.

### **ARTICLE 4: Propriété de l'ouvrage**

Les ouvrages resteront à la Ville de Montpellier.

### **ARTICLE 5: Entretien et gestion des ouvrages**

La Ville de Montpellier assurera la gestion au quotidien des équipements sportifs et paysagers communaux.

La Métropole bénéficiaire de l'autorisation environnementale assure l'entretien et la surveillance des ouvrages hydrauliques conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale, l'étude de danger et les consignes de l'arrêté préfectoral.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole, afin de maîtriser les risques et de maintenir le niveau de protection de l'aménagement hydraulique sont les suivantes :

- mise en œuvre d'un programme annuel d'entretien des ouvrages,
- mise en œuvre de consignes de surveillance, dont notamment la surveillance du risque d'embâcles pouvant obturer les ouvrages de régulation,
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser si nécessaire le Plan Communal de Sauvegarde. A noter toutefois, que le Parc Montcalm et l'accès aux bassins devront être fermés au public en cas d'annonce de crue

### **ARTICLE 6 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue à compter de la date de signature par les deux parties.

Elle prendra fin au plus tard à la date de clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 7.

### **ARTICLE 7 : Résiliation**

Si la Commune est défaillante, et après mise en demeure infructueuse, la Métropole peut résilier la présente convention.

La résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après la notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations et travaux effectués.

Les effets financiers et techniques de la résiliation sont fixés de manière concertée par les parties.

### **ARTICLE 8 : Litiges**

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier en 2 exemplaires, le .....

**Pour la Commune de Montpellier,**  
**Monsieur Le Maire**

**Pour Montpellier Méditerranée**  
**Métropole,**

**Monsieur Jean-Marc LUSSET,**  
**Vice-Président délégué**